

éducation  
**SUD**

fede@sudeducation.org

Union  
syndicale  
**Solidaires**

www.sudeducation.org

**adresse aux  
personnels de  
l'Éducation nationale**

## **ils font ce qu'ils ont promis... en pire !**

**Après un été de mauvais coups** (lois sur l'autonomie des universités, le service minimum, la récidive...), le gouvernement ne nous laisse aucun répit et multiplie les fronts : forcing sur les expulsions et l'enfermement de sans-papiers, tarissement annoncé du budget pour l'Éducation nationale, non-remplacement d'un départ sur deux d'ici 2009 dans la Fonction publique, vote d'une nouvelle loi sur l'immigration, ignoble, avec fichage ADN des postulants à l'immigration « choisie » et enfin, le discours de Sarkozy au Sénat le 19 septembre, n'annonçant rien de moins que la désintégration de la Fonction publique.

**La suppression de 22843 postes en 2008** et l'annonce de la poursuite à ce rythme infernal durant trois ans s'accompagne de la casse du « carcan des statuts » avec l'introduction de contrats de droit privé « de gré à gré », l'achat des démissions via un « pécule » d'incitation au départ. L'atomisation... mais toujours aucune compensation de la baisse de pouvoir d'achat des enseignants de 20 % en quinze ans !

**La révolution culturelle annoncée par Sarkozy, c'est la fin  
du service public et la mainmise de la loi du fric sur nos vies !**

### **Dans l'Éducation nationale, l'urgence est à la mobilisation :**

- aggravation des conditions de travail : effectifs, enseignements obligatoires et options non assurés, postes non pourvus (vie scolaire, COP, infirmières...).
- assouplissement (puis suppression) de la carte scolaire, qui a déjà des effets catastrophiques.
- suppression de 11200 postes à la rentrée 2008, qui s'ajoutent aux milliers de postes supprimés depuis 5 ans, étape vers le non-remplacement de la moitié des départs en retraite de la Fonction publique.
- recours généralisé aux heures sup, politique de restriction des postes et

de précarisation des personnels, sans augmentation de leurs salaires.

■ chômage pour plusieurs milliers de non-titulaires (contractuels, vacataires, AED, CAE...), pas de garantie de réemploi ni de rémunération à temps plein pour les contractuels en CDI.

■ pour les personnels TOS, les méfaits de la décentralisation continuent: suppression de 400 postes administratifs, perte du droit fondamental à la mutation pour les personnels n'ayant pas opté pour la Fonction publique d'État, les autres devant se vendre en faisant du porte-à-porte pour muter.

### **Les atteintes aux droits sociaux pleuvent de toutes parts :**

- remise en cause des régimes spéciaux de retraite dans l'objectif de préparer l'allongement de la durée de cotisation pour l'ensemble des salariés public/privé en 2008.
- projet de franchises médicales qui menacent clairement tout le système de remboursement solidaire de la Sécurité sociale.
- atteinte au droit de grève dans les transports et menace d'extension, notamment dans l'Éducation.
- répression contre les syndicalistes et les militants, contre les sans-papiers pourchassés sans répit...

## **Pour mettre un coup d'arrêt à cette politique,**

la Fédération SUD Éducation estime que la construction d'une mobilisation s'inscrivant dans la durée est la seule réponse efficace aux attaques actuelles contre les solidarités acquises par un siècle de luttes. Elle veut pour cela inscrire son action dans la construction logique et patiente d'une grève générale interprofessionnelle. Elle poussera donc à cette action en intersyndicale, pour toutes les catégories de personnels.

**il faut que chacun de nous agisse, là où il est, pour construire la mobilisation.**

Nous sommes tous concernés par la remise en cause de nos retraites, de notre sécurité sociale, par le droit à des services publics de qualité. C'est pourquoi nous appelons à des AG d'établissements, de secteurs... pour mettre en débat la grève et les modalités de son succès. **Nous appelons les personnels à rejoindre les mobilisations annoncées** (29/09 : franchises médicales, 18/10 : démantèlement de la Fonction publique, 22/10 : soutien à Florimond Guimard, militant RESF poursuivi pour délit de solidarité avec les sans-papiers...) **et à tout mettre en œuvre pour qu'elles convergent : le 18 octobre notamment ne doit pas être une journée sans lendemain, mais la première étape de la construction du vaste mouvement unifiant les salariés, la jeunesse, les précaires, les chômeurs, seul capable de mettre en échec la politique gouvernementale.**